

LES

Parutions
mardi et vendredi

AFFICHES

D'ALSACE ET DE LORRAINE

MONITEUR DES SOUMISSIONS ET VENTES DE BOIS DE L'EST

NUMÉROS 58/59 • 21/24 Juillet 2020 • Prix 1,10€

DANS CE NUMÉRO

Alain Griset à Bercy

Banque des territoires et
Région Grand Est

Association Force Femmes

En bateau pour le slow
tourisme !

BRUNO RUSSO

Président de
l'Union des
Industries et
Métiers de la
Métallurgie
Alsace



« Nous avons plus que jamais besoin
d'une politique industrielle forte
et volontariste »



interview

BRUNO RUSSO, PRÉSIDENT DE L'UNION DES INDUSTRIES ET MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE (UIMM) ALSACE :

« Nous avons plus que jamais besoin
d'une politique industrielle forte et volontariste »

La crise qui se profile à l'horizon de la rentrée pourrait être terrible pour l'industrie. Afin de faire face aux difficultés qui s'annoncent, le président de l'UIMM Alsace propose de ne pas relâcher l'effort : soutien au pacte productif en baissant les impôts de production, poursuite des initiatives en faveur de la formation des jeunes, numérisation de l'industrie.

Quel est l'état de l'industrie alsacienne au lendemain du confinement ?

Bruno Russo : La situation n'est pas flamboyante, c'est le moins que je puisse dire. L'industrie automobile souffrait déjà avant la crise. Celle-ci amplifie le phénomène. Toutes nos entreprises ont subi, plus ou moins rapidement, des coups d'arrêt. Mais nous verrons les principaux effets de la crise à partir du mois de septembre. Les entreprises qui avaient encore des carnets de commandes relativement pleins sont en train de les vider. Économiquement et socialement le plus dur est clairement devant nous.

Vous évoquez les difficultés de l'industrie automobile qui remontent d'avant la crise. Pouvez-vous les préciser ?

B. R. : Il s'agit de difficultés d'ordre structurel. La fiscalité liée au diesel avait notamment fragilisé le secteur, qui avait besoin d'un rebond pour passer le cap. D'autant plus que les très grandes mutations en cours dans l'automobile interrogent forcément son avenir.

« Les mesures du début du confinement ont sauvé beaucoup d'entreprises »

Comment s'est passée la reprise de l'activité depuis le 12 mai ?

B. R. : Les entreprises industrielles ont pu très rapidement rouvrir grâce au travail des branches qui leur ont fourni des guides sanitaires leur permettant de fonctionner dans des conditions optimisées. Mais ensuite, encore faut-il disposer de la charge de travail qui permette de tourner normalement.

Comment voyez-vous la conjoncture industrielle dans les prochains mois ?

B. R. : Déjà, je voudrais saluer les mesures mises en place par l'État dès le début du confinement. Les décalages d'échéances fiscales ou sociales, de prêts, la mise en place du Prêt Garanti par

l'État, le chômage partiel... ont permis aux entreprises de passer cette première vague. Sans ces mesures, beaucoup d'entreprises industrielles n'auraient pas survécu aux premières semaines du confinement. Aujourd'hui les entreprises industrielles se situent dans un environnement mondialisé : ce n'est pas uniquement l'économie française qui doit repartir, c'est l'économie mondiale qui doit repartir. Or bon nombre de pays sont encore en pleine crise sanitaire de la COVID 19. Ils doivent d'abord se stabiliser d'un point de vue sanitaire afin de redémarrer économiquement. Ensuite structurellement des changements vont intervenir dans les modes de consommation. Je pense par exemple à l'aéronautique et à l'évolution prévisible des modes de déplacement. Cela aura forcément un impact sur la production industrielle.

Craignez-vous des faillites en chaîne dans l'industrie alsacienne ?

B.R. : Bien sûr nous les craignons. Mais je ne connais pas dans le détail les comptes de résultat des différentes entreprises. Pour celles qui évoluent dans des secteurs mono-activités, surtout si celui-ci est directement frappé par la crise, les conséquences peuvent être plus graves qu'ailleurs.

Qu'attendez-vous du plan de relance auquel travaille le gouvernement de Jean Castex ?

B. R. : Le plan de relance doit tourner autour de deux axes. Le premier axe, c'est la poursuite des mesures de soutien aux entreprises mises en place dès le début du confinement. Je pense notamment aux mesures de chômage partiel ou aux accords de maintien de l'emploi : ce sont des mesures efficaces qui doivent permettre à beaucoup d'entreprises de passer un cap très difficile. Le deuxième axe, c'est de continuer à avancer sur ce que nous avons entrepris avec le gouvernement et que nous appelons le pacte productif. Produire en France coûte fiscalement plus cher que de produire en Allemagne : la fiscalité de production nous est défavorable. Il convient de mettre l'économie française dans des dispositions lui permettant de prendre la première place du peloton européen afin de capter des marchés et la localisation chez nous de nouvelles implantations industrielles.

« Nous ne relâcherons pas notre effort de formation des jeunes »

La réforme des retraites est-elle urgente ?

B. R. : Nous savons que la France connaît des problèmes structurels. Le système actuel des retraites en fait partie. Mettre la voile dessus serait une mauvaise solution. Ensuite il convient de réformer intelligemment.

Avant la crise vous aviez alerté sur les difficultés de recrutement dont souffraient les entreprises industrielles et fait porter vos efforts sur la formation. Tout ceci tombe-t-il à l'eau avec la crise qui s'annonce ?

B. R. : Non surtout pas. Nous avons eu la chance, lors des trois dernières années, de connaître une dynamique de recrutements de jeunes. En tant que branche, nous avons réalisé des investissements importants : nous avons rénové le centre de formation d'apprentis de Reichshoffen, nous achevons les travaux d'un tout nouveau centre à Mulhouse, la Maison de l'Industrie dans le quartier du Km0. Nous allons continuer à investir dans la formation des jeunes. Ce sont les emplois de demain, donc il est fondamental que nous conservions ces compétences. C'est d'ailleurs un des arguments essentiels à l'implantation de nouvelles entreprises



industrielles en France et dans notre région. Nous ne comptons pas relâcher notre effort.

Mais le défi du moment, c'est d'abord de recruter des apprentis...

B. R. : D'où l'importance d'avoir une politique industrielle forte et volontariste permettant aux entreprises de continuer d'investir et de créer des emplois industriels en France, particulièrement pour les jeunes.

Le numérique était un autre de vos chevaux de bataille avant cette crise. Il faut continuer, amplifier ?

B. R. : C'est un autre élément structurel sur lequel nous ne devons pas lâcher. La numérisation de l'industrie permet des gains de productivité, certes, mais aussi des gains pour la santé. Cela nous aide à rester à la pointe vis-à-vis de la concurrence. Des investissements importants soutenus par la Région Grand Est, très engagée sur le sujet, permettent aux entreprises de poursuivre ce mouvement. De toute façon, nous n'allons pas revenir au système productif à la papa.

Strasbourg a désormais une maire écologiste. Comment appréhendez-vous ce changement politique ?

B. R. : La Ville et l'Eurométropole sont moins impliquées sur les questions économiques que la Région. Dans le mille-feuille administratif, c'est surtout cette dernière qui est détentrice du levier économique. Vis-à-vis de la Ville et de l'Eurométropole, nos demandes sont relativement simples. Il s'agit d'abord de la fiscalité. La fiscalité foncière des entreprises dans l'Eurométropole est importante : si vous voulez un territoire qui se développe économiquement, il faudra en tenir compte. Ensuite, il y a évidemment la question des transports en commun. Un grand nombre d'emplois se situent dans la périphérie de l'Eurométropole mal desservie par les transports en commun. Il convient donc de renforcer le maillage de ces derniers vers l'extérieur de la métropole. Nous y tenons d'autant plus que je rappelle que ce sont les entreprises qui financent les transports. Je vais prendre l'exemple de mon entreprise à Illkirch. Nous sommes à 3 kilomètres du tramway : tout le monde vient en voiture. Et donc, en passant, je dis aussi que fiscaliser la voiture ne peut pas non plus être la solution pour les moins aisés.

Jean De MISCAULT